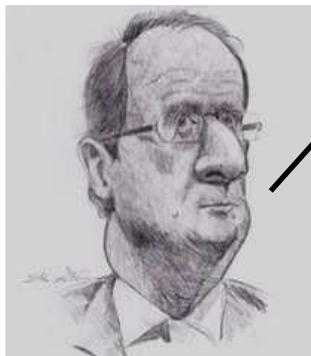


# Pour une politique de l'enseignement supérieur et de la recherche ambitieuse et soucieuse des personnes formées et employées

## Journée d'action nationale le mercredi 22 mai

### (1) Cette année la mode est à l'Austérité

« Bon mes petits si vous souhaitez pour cet été rentrer dans le maillot que Geneviève vous a confectionné va falloir maigrir drastiquement. »



« Autonomie » + dotations de « régime »  
= **11 universités sous tutelle**  
3,1 M€ manquant dans les caisses de Paul Sab

### (3) Le 22 mai prochain, à marche forcée, débutent les débats parlementaires

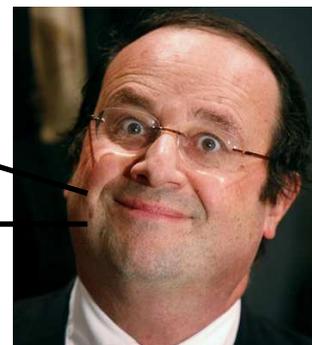
- Adaptation des formations au tissu socio-économique local = **fermes d'élevages**
- Logique de « compétitivité, attractivité, valorisation » = **concurrence inter-régionale**

Ce ne sera bientôt plus l'université pour tous, mais l'université pour eux = **CAC 40.**

### (2) Tout ça pour être « sexy » aux yeux des marchés

« Moi je l'ai fait pour devenir président. »

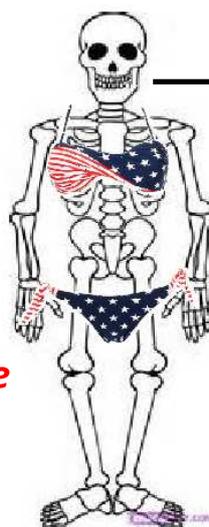
« Même si parfois j'ai l'impression maintenant que le costume m'est un peu grand. »



**55 000** précaires dans l'ESR et  
+ 0 création de postes supplémentaires  
+ 0€ de budget pour 8 400 SAUVADET

=  
une recherche au rabais

### (4) Quand tout sera vendu il restera quoi ?



« Je ne sais pas pour vous, mais je ne suis pas sur que ça attire tant que ça !!! »

Maintenant, j'ai plus qu'à me reconvertir dans les pompes funèbres, y a toujours de l'avenir là, puis maintenant, j'ai le costume adéquat.

« La jeunesse est une priorité »

François Hollande  
mai 2012

Pour que la recherche et l'enseignement supérieur ne deviennent pas une marchandise

**Manifestation le Mercredi 22 mai 2013,  
11h00 place du capitole**

Si vous souhaitez être informé ou participer plus activement,  
écrivez à : [precaires.esr.toulouse@gmail.com](mailto:precaires.esr.toulouse@gmail.com)

Le 10 août 2007 était adoptée par le parlement la loi LRU (Liberté et Responsabilités des Universités) associée aux RCE (Responsabilités et Compétences Elargies) et au pacte pour la recherche. L'opposition de l'époque, dont le parti socialiste aux commandes aujourd'hui, avait voté contre cette loi en dénonçant une fausse autonomie et une accélération du désengagement financier de l'Etat. Le bilan désastreux est aujourd'hui conforme à leurs pires prévisions :

- Des universités en grande difficulté financière, contraintes de réduire leurs personnels et leur offre de formation, donc une détérioration des conditions d'étude.
- Une souffrance au travail et une précarité croissante des personnels.
- Un Crédit Impôt Recherche, incapable de « booster » la recherche industrielle - ceci de l'avis même de la cour des comptes - qui prive la recherche publique des moyens récurrents nécessaires.
- Des organes d'évaluation (AERES) ou d'affectation des crédits (ANR) injustes et inefficaces.

Ces constatations ne sont pas que syndicales : des institutions aussi peu contestataires que la CPU (conférences des présidents d'université), qui avait pourtant approuvé la LRU, et l'Académie des Sciences déplorent également la situation.

**Comment expliquer alors, que le projet de loi Fioraso, loin d'apporter la rupture attendue, entérine la loi LRU et les dispositifs précédents, voire les aggrave en donnant encore plus de poids aux régions et à « l'environnement socio-économique » dans une logique de « compétitivité, attractivité, valorisation » ?**

La rupture demandée par les Assises de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (Rapport Berger du 17 décembre 2012) n'est pas au rendez-vous :

- L'urgence de la mise en place d'un plan ambitieux de résorption de la précarité, demande prioritaire des assises, reprise ensuite dans le rapport Le Déaut, ne se concrétise pas dans ce projet de loi qui ne comporte aucun volet de programmation.
- Le cadre de l' « autonomie » des universités, restrictions budgétaires comprises, reste inchangé.
- Les dispositifs d' « excellence » (IDEX, LABEX,...) largement contestés sont maintenus.
- Rien de significatif non plus concernant le ré-équilibre des financements de la recherche sur « appels à projets » vers le soutien de base.
- L'AERES ne fait que changer de nom alors que sa suppression avait été unanimement demandée.

**Comment régler toutes ces questions dans les 30 heures du débat parlementaire qui débutera le 22 mai prochain ?**

**Que souhaitez-vous pour votre université ?**

- Regroupement des universités et régionalisation = accentuation du désengagement de l'Etat et délocalisation des instances décisionnaires ?
- Sous-évaluation de l'ampleur de la précarité et de son impact sur les conditions de vie et de travail des personnels, et sur l'avenir de la recherche ?
- Maintien des modes de financement sur projets et des modes d'évaluations avec les conséquences que nous connaissons ?
- Conservation du système inégalitaire de répartition des moyens et notamment le détournement des fonds publics vers le crédit impôt recherche.
- Vers une disparition des diplômes nationaux et une individualisation des parcours ?
- Vers des formations et des diplômes uniquement tournés vers les débouchés régionaux ?

**Pour que la recherche et l'enseignement supérieur ne deviennent pas une marchandise  
Manifestation le Mercredi 22 mai 2013, 11h00 place du Capitole**

